

La politique budgétaire

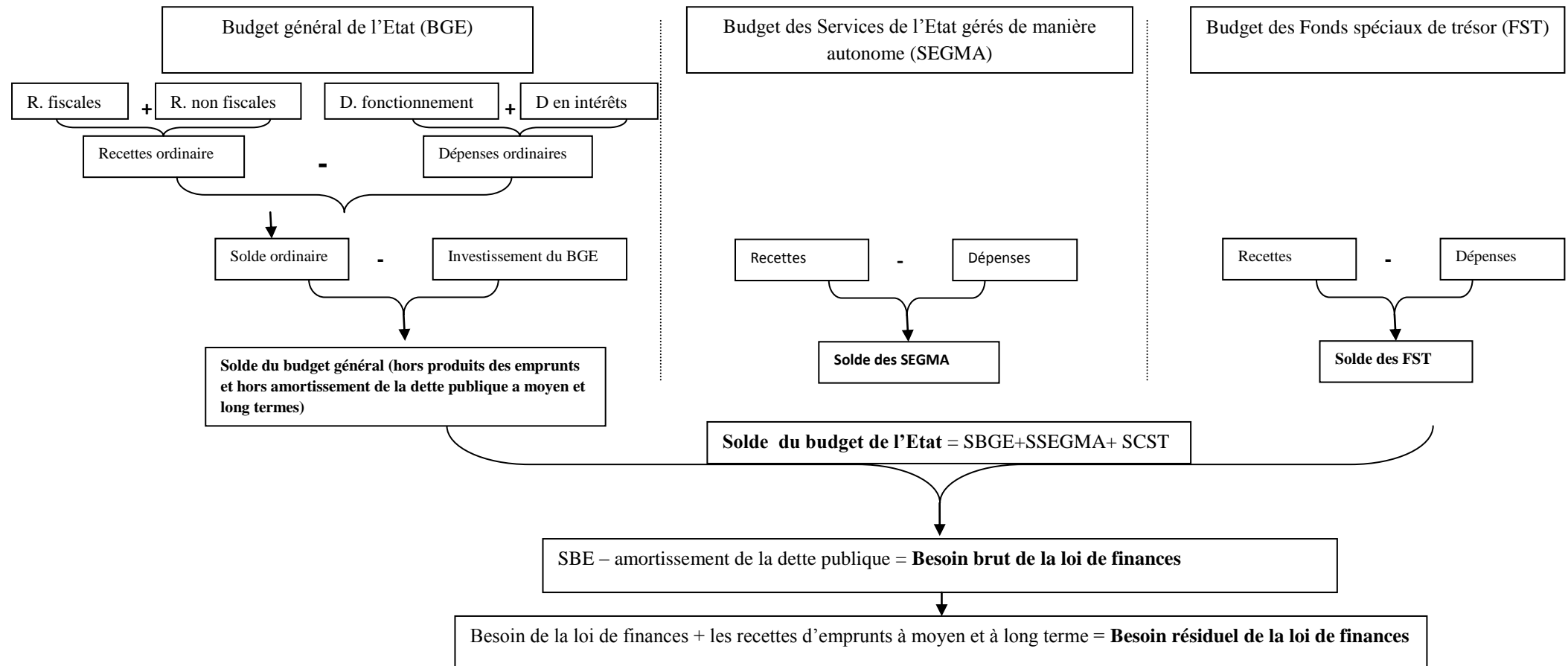
1. Notion de budget :

- ✓ **Budget** : ensemble des recettes que l'Etat obtient par prélèvements sur les agents économiques et d'autre part L'ensemble des dépenses engagées par l'Etat pour une année donnée.
- ✓ **La politique budgétaire** : politique s'appuyant sur le budget pour agir sur l'activité économique.

2. La loi de Finances (budget):

La loi de Finance (budget) est l'acte par lequel est prévu et autorisé pour chaque année budgétaire, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat.

3. Calcul des différents soldes :



4. Actions et objectifs de la politique budgétaire:

Eléments	Politique de relance (En cas de récession économique)	Politique de rigueur ou d'austérité (En cas de surchauffe de l'économie)
Objectifs	- Stimuler la croissance économique - Réduire le chômage	- lutter contre l'inflation - réduire les déficits budgétaires - réduire la dette extérieure
Instruments et actions	<p>➤ <u>les Recettes :</u></p> <p>⬇ IS ⇒ ⬆ CAF ⇒ ⬆ Inv. ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ production ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>⬇ IR, TVA, DD... ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>➤ <u>Les Dépenses :</u></p> <p>⬆ Inv. publique ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>⬆ salaires ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p> <p>⬆ dépenses de compensation ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ croissance économique et ⇒ ⬆ chômage</p>	<p>➤ <u>les Recettes :</u></p> <p>⬆ IS ⇒ ⬆ CAF ⇒ ⬆ Inv. ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p> <p>⬆ IR, TVA, DD... ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p> <p>➤ <u>* les Dépenses :</u></p> <p>⬆ Inv. publique ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p> <p>⬆ masse salariale ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ demande ⇒ ⬆ Prix</p> <p>⬆ dépenses de compensation ⇒ ⬆ PA ⇒ ⬆ C ⇒ ⬆ Prix</p>
Conséquences sur le budget	Augmentation du déficit budgétaire	Diminution du déficit budgétaire
Limites	<ul style="list-style-type: none"> - Effet boule de neige - Effet d'éviction - La contrainte extérieure - Risque d'inflation 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de ralentissement économique et de chômage - Augmentation de la pression fiscale

✓ Le multiplicateur d'investissement :

Toute augmentation (ou diminution) des dépenses publiques entraîne une augmentation (ou diminution) plus que proportionnelle du revenu.

✓ L'effet accélérateur :

Toute augmentation (ou diminution) des dépenses publiques entraîne une augmentation (ou diminution) plus que proportionnelle de l'investissement privé.

✓ l'effet d'éviction :

L'endettement de l'Etat prive l'économie productive des capitaux nécessaires et les rend plus chers

✓ L'effet boule de neige :

C'est la spirale de l'endettement publique

Accroissement du déficit budgétaire → recours à l'emprunt → augmentation de la dette publique

→ hausse de la charge → accroissement du déficit public

✓ La contrainte extérieure :

L'injection supplémentaire de fonds de la part de l'État stimule les achats à l'étranger, ce qui aboutit à une hausse des importations.

✓ Augmentation de la pression fiscale : $\frac{\text{Recettes fiscales}}{\text{PIB}} \times 100$

TD : La politique budgétaire

DOCUMENT 5 : Maroc, la loi de finances (LF) 2023 entre deux objectifs contradictoires

La LF 2023 marque l'engagement du gouvernement à consolider les fondements de l'État social et à relancer l'économie nationale via le soutien de l'investissement. Dans ce sens, l'investissement public au Maroc devrait s'intensifier en 2023. Il se consolidera de 55 milliards de dirhams (MMDH) pour atteindre les 300 MMDH et serait financé en grande partie par le recours à l'endettement intérieur. Cet effort important intervient non seulement pour répondre aux impératifs de développement économique et social du pays, mais aussi pour soutenir la croissance économique et atténuer les tensions inflationnistes survenues en 2022.

Pour favoriser l'emploi, la LF prévoit la prorogation de l'exonération de l'impôt sur le revenu (IR) pour les employés nouvellement recrutés.

Il est à noter que dans un contexte de crise économique, l'économie nationale a besoin des actions budgétaires pour la faire sortir de la récession et atteindre la relance économique. Toutefois, les dispositions de la LF 2023 semblent insuffisantes pour orienter l'activité économique vers la relance. En effet, la LF s'inscrit dans le tracé traditionnel des règles de prudence budgétaire et se fixe comme objectif la réduction du déficit qui ne dépasserait pas les 4,5% du PIB. Or, laisser augmenter le déficit budgétaire serait bénéfique à la reprise économique après les sérieux dégâts causés par la crise sanitaire au tissu économique national.

Données budgétaires de la LF 2023 au Maroc (en MMDH)

Eléments	Montants
Solde du budget général (hors produits des emprunts et hors amortissement de la DPMLT*) (SBG_{HEA})	- 113,4
Solde du budget de l'Etat (hors produits des emprunts et hors amortissement de la DPMLT) (SBE_{HEA})	- 114,8
Solde ordinaire (SO)	- 7,4
Amortissement de la DPMLT (A)	78,3
Recettes d'emprunt à moyen et long termes (RE)	129,0

(*) Dette publique à moyen et long termes

ANNEXE N° 6 : (Référence : Document 5)

(2,00 pts)

a- Calculez pour 2023 : (1,00 pt)

Elément	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Dépenses d'investissement du budget général (DI)				
Besoins résiduels de financement du budget de l'Etat (BRF)				

b- Relevez deux actions budgétaires de relance : (0,50 pt)

Une action par les recettes	
Une action par les dépenses	

c- Dégagez : (0,50 pt)

la conception du budget à laquelle le passage en gras souligné fait allusion	une limite éventuelle de la politique budgétaire de la LF 2023

DOCUMENT 8 : Maroc, loi de finances (LF) 2023 pour une relance de l'économie

La LF 2023 a été préparée dans un contexte particulier et difficile où le gouvernement marocain s'est engagé dans plusieurs chantiers de grande envergure, qui nécessitent des budgets importants, à savoir la relance de l'économie nationale post-Covid-19, l'encouragement de l'investissement privé, ou encore la généralisation de la couverture médicale. Cette LF est élaborée sur la base d'un déficit budgétaire prévu à 4,5% du PIB. Déficit qui demeure chronique et **son financement par l'emprunt pourrait conduire à une accumulation de la dette publique**.

La LF 2023 prévoit un niveau record des investissements publics avec une progression de 22% par rapport à 2022 et des recettes ordinaires du budget de l'Etat atteignant 224,7 MMDH, soit une hausse de 15,5%. Il est prévu d'actionner le levier fiscal avec notamment la baisse de l'impôt sur le revenu (IR). Ainsi, il a été décidé une exonération de 36 mois de l'IR pour les nouvelles recrues en contrat à durée indéterminée (CDI) ayant moins de 35 ans jusqu'au 31 décembre 2026. Sur les retenues à la source, le taux de l'IR a été révisé à la baisse à 5% pour les personnes morales.

Données budgétaires de la LF 2023 (en MMDH)

Eléments	Montants
Solde du budget général (hors produits des emprunts et hors amortissement de la dette publique à moyen et à long termes) (SBG_{HEA})	-113,41
Solde du budget de l'Etat (hors produits des emprunts et hors amortissement de la dette Publique à moyen et long termes) (SBE_{HEA})	-114,83
Dépenses d'investissement du budget général (DI)	106,02
Amortissement de la dette publique à moyen et long termes (A)	78,25

ANNEXE N°10 : (Référence : Document 8)**(1,75 point)****a- Relevez deux actions de politique budgétaire :****(0,50 pt)**

Une action par les recettes	
Une action par les dépenses	

b- Calculez et lisez pour la LF 2023 :**(1,00 pt)**

Elément	Formule	Application numérique et résultat	Lecture
Solde ordinaire (SO)			
Besoins bruts de financement du budget de l'Etat (BBF)			

c- Précisez la limite de la politique budgétaire à laquelle le passage en gras souligné fait allusion. (0,25 pt)

DOCUMENT 5 : Maroc, la loi de finances (LF) 2023

La LF 2023 marque l'engagement du gouvernement à consolider les fondements de l'État social et à relancer l'économie nationale via le soutien de l'investissement. Dans ce sens, l'investissement public au Maroc devrait s'intensifier en 2023. Il se consolidera de 55 milliards de dirhams (MMDH) pour atteindre les 300 MMDH. Cet effort important vise à soutenir la croissance économique.

Pour favoriser l'emploi, la LF prévoit la prorogation de l'exonération de l'impôt sur le revenu (IR) pour les employés nouvellement recrutés.

Données budgétaires de la LF 2023 au Maroc (en MMDH)

Eléments	Montants
Solde du budget général (hors produits des emprunts et hors amortissement de la DPMLT*) (SBG_{HEA})	- 113,4
Solde du budget de l'Etat (hors produits des emprunts et hors amortissement de la DPMLT) (SBE_{HEA})	- 114,8
Amortissement de la DPMLT (A)	78,3
Recettes d'emprunt à moyen et long termes (RE)	129,0
Dépenses d'investissement du budget général (DI)	106,0

(*) Dette publique à moyen et long termes

ANNEXE N° 6 : (Référence : Document 5)**(2,25 pts)****a- Calculez pour 2023 : (1,5 pt)**

Elément	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Solde ordinaire (SO)				
Besoins bruts de financement du budget de l'Etat (BBF)				

b- Relevez deux actions budgétaires de relance : (0,5 pt)

Une action par les dépenses	
Une action par les recettes	

c- Précisez une limite de la politique budgétaire de relance. (0,25 pt)

DOCUMENT 7 : Maroc, budget 2023 pour contrecarrer les effets de la crise économique

La crise pandémique de la Covid-19, la guerre en Ukraine et la sécheresse sont autant de facteurs qui ont impacté fortement l'économie nationale. En effet, la progression du prix du pétrole a pesé lourdement sur le coût de la vie en tirant vers le haut pratiquement les prix de tous les produits. A cela s'ajoute une sévère pénurie d'eau potable constatée en 2022, combinée à une diminution de la disponibilité en eau d'irrigation, se traduisant par la baisse de la productivité agricole. Les prix des céréales ont, du fait, connu une hausse spectaculaire.

Dans ce contexte, la loi de finances (LF) 2023 a été élaborée sur la base d'un déficit budgétaire prévu à 4,5% du PIB. Un déficit qui demeure chronique et **son financement par l'emprunt, notamment intérieur, pourrait limiter l'accès du secteur privé aux crédits bancaires.**

La LF 2023 prévoit un niveau record des investissements publics avec une progression de 22% par rapport à 2022 et des recettes ordinaires (RO) du budget de l'Etat atteignant 224,7 MMDH, soit une hausse de 15,5%. Il est prévu d'actionner le levier fiscal, avec notamment la baisse de l'impôt sur le revenu (IR). Ainsi, il a été décidé une exonération de 36 mois de l'IR pour les nouvelles recrues en contrat à durée indéterminée (CDI) ayant moins de 35 ans jusqu'au 31 décembre 2026.

Maroc, données budgétaires de LF 2023 (en MMDH)

Eléments	Montants
Solde ordinaire (SO)	-7,39
Dépenses d'investissement (DI)	106,02
Amortissement de la dette publique à moyen et long termes (A)	78,25
Solde du budget général hors produits des emprunts et hors amortissement de la dette publique à moyen et à long termes (SBG _{HEA})	.. ? ..

ANNEXE N°9 : (Référence : Document 7)**(2,25 points)****a- Relevez deux actions de politique budgétaire :****(0,50 pt)**

Une action par les dépenses	
Une action par les recettes	

b- Calculez et lisez pour la LF 2023 :**(1,50 pt)**

Elément	Formule	Application numérique et résultat	Lecture
Dépenses ordinaires (DO)			
SBG _{HEA}			

c- Précisez la limite de la politique budgétaire à laquelle le passage en gras souligné fait allusion.**(0,25 pt)**

--